

BILLET DE BLOG 12 février 2026

L'environnement vu du secteur de la défense : qu'attendre de la conférence de Munich ?

Auteur

Pia Fuhrhop
SWP

🕒 Temps de lecture: 12 min



L'année dernière à Munich, les attaques sans précédent du vice-président américain J.D. Vance contre les dirigeants européens et les valeurs qu'ils portent ont mis en évidence le fossé croissant entre les États-Unis et l'Union européenne, y compris sur les questions de sécurité. Cette année, la Conférence de Munich sur la sécurité (MSC), qui se tiendra du 13 au 15 février, abordera des thèmes tels que « la sécurité et la défense européennes, l'avenir de la relation transatlantique, la revitalisation du multilatéralisme, les visions concurrentes de l'ordre mondial, les conflits régionaux et les implications sécuritaires des avancées technologiques »¹.

Dans un contexte géopolitique inquiétant et déstabilisant, l'Iddri a interrogé Pia Fuhrhop, directrice de la division de recherche sur la sécurité internationale à l'Institut allemand des affaires internationales et de la

sécurité (SWP-Berlin), afin de saisir les enjeux de cette édition et d'explorer la place que les questions environnementales peuvent occuper dans le défi sécuritaire mondial.

Selon vous, quelles sont les priorités ou les enjeux clés qui structurent aujourd'hui l'agenda de la sécurité internationale ? Par exemple, qu'est-ce qui sera au cœur de la Conférence de Munich, sachant que le rapport MSC?2026 se montre assez sévère (ou simplement très explicite) à l'égard de l'administration américaine ? Dans quelle mesure ces priorités vous paraissent-elles entrer en contradiction avec la possibilité de préserver ou de renforcer la coopération multilatérale, la solidarité internationale et des biens publics mondiaux tels que l'environnement ?

Je pense qu'il y a trois priorités qui devraient être traitées à la conférence.

La première est d'ailleurs reprise dans le rapport de la MSC que vous venez de mentionner : trois grandes puissances mènent de plus en plus des politiques de « sphères d'influence », avec plus ou moins de succès. La Russie poursuit clairement cette logique de manière très violente en Ukraine, mais, pour être honnête, sans grand succès. La Chine la poursuit dans sa région, de façon moins violente, mais probablement avec beaucoup plus de succès. Et je pense que l'éléphant dans la pièce, nommé dans le rapport de la MSC, ce sont les États-Unis. L'unilatéralisme de l'administration Trump et son recours sélectif à la force en violation du droit international constituent une menace directe pour l'ordre international. Donc la nouveauté, c'est que les États-Unis, eux aussi, deviennent un acteur cherchant à établir sa propre sphère d'influence dans l'hémisphère occidental.

Deuxièmement, nous assistons à une véritable course mondiale aux armements. Si l'on regarde [les données du SIPRI](#), les dépenses militaires mondiales atteignent 2,7 trillions de dollars (2024). C'est la plus forte hausse depuis la fin des années?1980, et ce sont les dépenses européennes qui ont augmenté le plus fortement. C'est une somme considérable et, surtout, un phénomène véritablement mondial.

Cela rejoint un troisième enjeu auquel la politique de sécurité doit faire face : nous observons un nombre croissant de conflits, de plus en plus violents. En?2023, le monde a connu davantage de conflits armés violents qu'à n'importe quel autre moment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et ces conflits entraînent davantage de victimes civiles, ou même le plus grand nombre de victimes civiles, depuis le milieu des années?1990.

Nous nous trouvons donc dans une situation où de nombreux pays estiment devoir se préparer à la possibilité que des adversaires potentiels cherchent à atteindre leurs objectifs par la force militaire. C'est pour cela qu'ils achètent autant d'armes et dépensent autant en matière de sécurité. Nous devons faire face à un contexte où, partout dans le monde, grandes et petites puissances se retrouvent en conflit ou en confrontation. Selon moi, c'est une combinaison extrêmement explosive. Donc oui, ces évolutions rendent bien plus difficile l'idée même d'une coopération transnationale au service de politiques communes.

L'agenda sécuritaire a constitué un sujet légitime de débat médiatique et politique au cours des quatre dernières années, en particulier en Europe. Celui-ci s'est concentré sur la défense et les enjeux militaires, au point de reléguer au second plan les questions environnementales, qui restent pourtant majeures et urgentes. Or ces deux dimensions, sécurité et environnement, ne peuvent être dissociées. Par exemple, les dépendances en matière de ressources créent des vulnérabilités, alors que la circularité ou la réduction de la consommation de ressources renforcent la sécurité, comme l'a illustré la dépendance de l'UE au gaz russe. Comment les acteurs de la défense intègrent-ils des questions telles que le climat, l'énergie, l'eau, la biodiversité et l'air dans leurs visions stratégiques ? Est-ce une priorité pour le secteur (d'après ce qui est annoncé à la Conférence de Munich) et quel est votre avis sur ce sujet ?

Les enjeux environnementaux apparaissent dans la réflexion stratégique en premier lieu comme moteurs de conflit. Le changement climatique a souvent été décrit comme un multiplicateur de menaces, car on part du principe que les communautés et les États entreront en concurrence plus intensément pour le contrôle des ressources naturelles une fois qu'elles seront devenues rares, qu'il s'agisse de problématiques de biodiversité, d'eau (je pense que l'eau reste toujours la question prédominante) ou encore du changement climatique comme facteur de migrations forcées, lesquelles peuvent ensuite devenir une source de conflit.

Du point de vue militaire, les enjeux environnementaux sont également déterminants. Les planificateurs et les forces armées cherchent à conserver un avantage opérationnel. Les conditions environnementales deviennent alors un facteur clé de réussite : les équipements militaires doivent fonctionner dans des conditions météorologiques extrêmes (chaleur ou froid). Il faut aussi tenir compte du fait qu'à l'heure actuelle, les armées consomment une quantité gigantesque de combustibles fossiles. Les militaires doivent donc anticiper un monde où ces combustibles pourraient ne plus être aussi facilement accessibles. Les armées devront elles aussi s'adapter à des carburants alternatifs pour maintenir leur avantage. En somme, de nombreux changements environnementaux jouent un rôle essentiel dans la planification militaire.

Enfin, les dépendances énergétiques et les conséquences des dommages environnementaux causés par les guerres sont importants, ceux-ci étant des indicateurs de la résilience de la société que l'on veut défendre en temps de conflit. Cela représente peut-être un troisième aspect de cette problématique, mais c'est une perspective très spécifique, et bien différente de la coopération sur les enjeux environnementaux au bénéfice de tous.

Les récents bouleversements géopolitiques ont été décrits par certains responsables politiques comme un véritable tournant. Les fondements du droit international et des institutions multilatérales sont fortement mis à mal. Pourtant, à long terme, une coopération structurelle, pluri- ou multilatérale pourrait être considérée comme plus efficace pour assurer la sécurité économique qu'une logique purement transactionnelle de rapports de force bilatéraux. Par exemple, la sécurité économique des chaînes d'approvisionnement (notamment pour les matières premières) est mieux garantie par une coopération structurelle entre pays producteurs et importateurs que par des accords bilatéraux. Que disent les acteurs de la défense, du monde politique et de l'industrie à ce sujet ?

À long terme, une coopération équitable, structurelle et fiable apporte effectivement de meilleurs bénéfices à ceux qui y participent. Mais je pense que si l'on observe le domaine de la sécurité et le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, il faut tenir compte du fait que de nombreux États ne raisonnent plus sur le long terme. Face à des perceptions de menace très fortes, les États recherchent des gains relatifs : ils veulent être en meilleure posture que leurs adversaires présumés. Et ils estiment devoir obtenir cet avantage assez rapidement, ce qui crée une pression temporelle immense. En prenant en compte ces deux conditions – les États recherchent des gains relatifs et ils estiment ne pas avoir le temps d'instaurer une coopération –, des formes de coopération sous-optimales, comme l'accord transactionnel ou le petit arrangement bilatéral, deviennent plus attractives que les solutions pourtant plus efficaces à long terme.

Les matières premières nécessaires aux équipements de défense en sont un très bon exemple, car elles constituent un véritable goulot d'étranglement. La Chine contrôle la majorité des matières premières et des capacités de raffinage indispensables aux équipements militaires modernes. Nous avons vu que presque tous les domaines de coopération sont aujourd'hui susceptibles d'être instrumentalisés, qu'il s'agisse du commerce ou des matières premières. Et une fois que ceci a eu lieu, il est impossible de revenir en arrière : on ne peut effacer les craintes créées par l'exploitation de dépendances. C'est pourquoi je pense que dans le domaine de la défense, les responsables politiques cherchent à sécuriser les chaînes d'approvisionnement en diversifiant les sources, en relocalisant autant

que possible, et en coopérant entre alliés. Douze pays de l'OTAN coopèrent ainsi sur l'extraction de matières premières. Mais plus les États se sentent menacés, plus ils privilégieront les gains relatifs, et plus ils auront tendance à agir seuls.

Concernant les acteurs industriels, la situation est encore plus complexe. La demande de sécurité des chaînes d'approvisionnement est forte et doit être satisfaite, mais les prix des matières premières sécurisées sont bien plus élevés que ceux des matériaux provenant de Chine et disponibles rapidement.

Pensez-vous que le multilatéralisme soit un concept dépassé ? Devrait-on plutôt parler de « relations internationales » au sens large, c'est-à-dire de « relations entre pays » à reconstruire au cas par cas entre de nouveaux alliés ? Et serait-il possible de faire ceci en intégrant les enjeux de sécurité tout en préservant les valeurs de solidarité et de protection des biens communs ? Quelles alliances pourraient être envisagées ?

Personnellement, je ne pense pas que le multilatéralisme soit un concept dépassé. Et je pense que nous aurions tort de l'abandonner. Il est vrai que certains pays puissants cherchent à saper les règles communes, à les contester, à obtenir des exceptions, et ils augmentent ainsi les coûts de la coopération pour tous les autres. Mais jusqu'ici, ils ont surtout joué les démolisseurs sans construire grand-chose. Et je pense que pour tous les autres acteurs – les petits États, les puissances intermédiaires –, la coopération reste très avantageuse pour résoudre des problèmes communs.

La recherche montre également que la coopération dans d'autres domaines peut avoir des effets positifs sur la perception de sécurité des États. Renoncer au multilatéralisme serait une erreur majeure. Ce qui est peut-être nécessaire aujourd'hui, c'est un sens de l'ambition adapté. Que peuvent accomplir de plus petites coalitions ? Quel niveau de solidarité peut subsister si les grands contributeurs se retirent ? Que se passe-t-il si les grands contributeurs estiment devoir consacrer leurs ressources à des enjeux plus proches de leurs priorités nationales ? L'ambition devra peut-être être revue à la baisse, sans pour autant renoncer aux principes.

Je n'utiliserais pas non plus le terme « relations internationales », car j'estime que c'est une erreur de penser que tout se joue uniquement entre États. Le niveau étatique est généralement très visible, mais de nombreux acteurs non étatiques jouent un rôle essentiel, y compris dans le domaine de la sécurité.

Vous évoquiez les puissances intermédiaires, comme l'a fait le Premier ministre canadien dans son discours à Davos en janvier dernier, en plaidant pour que celles-ci et leurs partenaires s'alignent afin de renforcer leur position collective.

Si l'on additionne les capacités de nombreux pays que l'on considère globalement comme des puissances intermédiaires – de très grands États comme l'Inde, des pays très riches comme l'Allemagne, des acteurs dotés d'un fort poids diplomatique comme la France, ou des pays très peuplés comme le Brésil –, je pense qu'on peut défendre l'idée que, s'ils décident de coopérer sur des questions relatives aux biens publics ou sur des problèmes transnationaux qu'aucun d'eux ne peut résoudre seul, le monde s'en portera mieux.

Du point de vue de la sécurité, une telle coopération est utile même si elle produit des résultats moins optimaux que si tous les acteurs y participaient. Dès lors que l'on parvient à stabiliser les relations internationales, à s'accorder sur des principes, à retrouver une certaine prévisibilité, à résoudre des problèmes ou au moins à les atténuer, je pense qu'on avance dans la bonne direction.

La plupart des pays continuent de respecter un grand nombre de règles et de normes internationales. Ce qui attire l'attention, ce sont les violations flagrantes, et non les comportements conformes. Mais la conformité reste très présente. Vous le constatez sans doute davantage dans le domaine du climat et de l'environnement, que ce que l'on

voit dans le nôtre.

J'ajouterais que, dans son essence, la Conférence de Munich reste un exercice très transatlantique et orienté vers l'Occident. C'est pourquoi la taille de la délégation américaine, les personnalités présentes et les messages envoyés y sont si importants. Nous faisons face en Europe à un problème de sécurité immédiat avec la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, et aucune solution n'a encore été trouvée.

Mais ce qui sera intéressant à observer, c'est la manière dont ces acteurs se positionneront par rapport aux grandes délégations venues du reste du monde. Car ce que nous constatons aussi, et cela devient de plus en plus clair pour nous, Européens, c'est que pour renforcer notre sécurité, nous avons besoin d'un soutien international. Nous ne sommes pas en mesure d'y parvenir seuls, surtout si nous ne pouvons plus faire confiance aux États-Unis comme auparavant.

1

<https://securityconference.org/en/msc-2026/>

BIODIVERSITÉ

CLIMATE

EUROPE

UE

USA

MULTILATERALISM